

L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.

QUÉBEC, 23 AOUT 1848.

Nous avons reçu hier nos journaux d'Europe apportés par la dernière malle. Nous avons traduit ce qui suit de l'*European Times* du 5 août.

France.—Ce pays est tranquille et Paris est toujours en état de siège. Le plan financier de M. Goulchaux ministre des finances cause du mécontentement parce qu'on le considère comme une mauvaise opération, qu'il favorise ceux qui étaient au fait de ce plan, et enfin parce qu'il est injuste envers les porteurs des bons du trésor et des déposants dans les banques d'épargne, et qu'il a pour effet de déprécier la valeur des fonds que l'on a forcés de prendre à 80.

—Les investigations sur les insurrections de mai et de juin se continuent avec activité. La question des deux chambres paraît avoir été négative par 14 bureaux sur 15. M. Marrast présentera à l'Assemblée nationale, dans le cours de la deuxième semaine d'août le projet de constitution tel qu'amandé.

—On disait que M. Gourieri porteur d'une adresse du gouvernement provisoire de Milan, avait eu une entrevue avec le général Cavaignac.

—Le socialiste Proudhon a reçu son coup de grâce de l'Assemblée nationale, le 31. Il va, dit-on résigner.

—Rien n'est encore décidé sur le sort des insurgés prisonniers.

—Les arrestations se continuent chaque jour.

—L'opinion du peuple de Paris se préoccupe vivement des affaires italiennes et des mesures que le gouvernement adoptera à cet égard.

—La suppression des journaux ordonnée par le général Cavaignac a été l'objet d'une vive discussion dans l'Assemblée nationale. Le gouvernement a obtenu la majorité sur le vote qui s'en est suivi.

—Une lettre de Paris dit que le roi de Sardaigne a envoyé M. Ricci à Paris pour demander l'intervention de la France. On pense que l'armée des Alpes va recevoir l'ordre immédiat d'entrer dans le Piémont.

—Le ministre de la guerre a ordonné de former immédiatement à Marséilles, un camp de 15 à 20,000 hommes. On dit que le résultat de l'entrevue entre les envoyés d'Italie et le général Cavaignac est, que la France essaiera de s'entendre avec l'Angleterre pour s'offrir comme médiatrices entre Charles Albert et l'Autriche.

—Lamarçine n'est impliqué dans aucune des insurrections. Ledru-Rollin, Louis blanc, Caussidère sont inculpés dans celles de mai, et Proudhon dans la dernière seulement. On pense qu'ils vont tous être arrêtés. Ils ont vainement essayé de se défendre devant l'assemblée nationale.

L'*European Times* dit que des lettres de Gènes du 25 disent qu'une révolution est imminente à Rome. Elles ne font nulle mention de l'établissement d'un gouvernement provisoire. Elles ajoutent que le pape garde une attitude pleine de calme et de fermeté.

La prétendue séparation des légations et l'établissement d'un gouvernement provisoire à Bologne se trouve faux. A Bologne on avait seulement nommé un comité de la guerre ayant pour objet non seulement la défense des états pontificaux mais encore l'expulsion totale des Autrichiens de l'Italie.

—On affirme que Charles-Albert aurait demandé un armistice au général Radetski. Ce dernier n'aurait voulu y consentir qu'à des conditions telles, que plutôt que d'y souscrire, Charles-Albert aurait déclaré mieux aimer mourir avec ses fils à la tête de son armée.

Italie.—Les Autrichiens paraissent avoir été heureux dans une suite d'engagements. Charles-Albert a été obligé d'abandonner sa position de Goito, de se replier sur Aurola et d'opérer sa retraite sur Crémone. Une vive alarme règne partout.

Rome.—Le *Contemporaneo* dit qu'une insurrection très sérieuse a eu lieu à Rome le 19 juillet et les jours suivants. Le peuple aurait envahi la chambre des députés et se serait retiré sur l'intention du président. "

Voici ce que nous lisons à ce sujet dans un journal français du 30 :—

Rome, 18 juillet 1848.

" Je n'ai que quelques instants pour profiter du courrier de deux heures : je sors de la chambre : une scène des plus tumultueuses, je dirai des plus scandaleuses, vient de s'y passer ; le Pape hier soir a refusé de recevoir la députation de la chambre avec l'adresse ci-incluse ; il a répondu qu'il avait fait une protestation, et que l'on devait en attendre l'effet.

" Ce matin est arrivée la nouvelle d'une défaite des Autrichiens à Bagnalo, à la suite de laquelle ceux qui étaient entrés à Ferrare ont dû se retirer immédiatement. Il semblait que tout dût en rester là. Mais à midi et demi, pendant que le prince de Canino était à la tribune de la chambre et présentait une pétition au nom du peuple romain, adressée aux chambres, demandant des mesures promptes et efficaces, une

foule assez considérable, peut-être six à sept cents personnes, se rassemblait autour de la chambre ; Canino demande que cette pétition soit examinée immédiatement par la commission des pétitions. Quelques députés demandent que le rapport de la commission ne soit présenté que demain.

" Au même instant, juste à point nommé, éclatent des cris forcés dans la cour et la place. Le plus grand désordre règne dans l'assemblée ; le président se couvre et quitte le fauteuil. Canino, au milieu des cris, déclare que lui-même ne veut pas que la chambre décide sous l'empire de la contrainte extérieure ; la séance reste suspendue. Au bout d'un quart d'heure, la plus grande partie de la foule s'était écoulée ; il restait quelques groupes où l'on entendait ces mots : *Mais nous ne pouvons laisser perdre une journée comme cela.* Aussitôt quelques individus se groupent derrière un lieutenant de la garde nationale ; ils annoncent qu'ils vont sommer le commandant en chef de cette troupe de faire remettre le fort Saint-Ange et les portes. Enfin, nous sommes menacés d'une répétition des événements du 1er mai.

" Il est trois heures moins un quart, l'aspect de la ville est calme ; le public des rues se promène et vague à ses affaires comme à l'ordinaire ; il a l'air fort indifférent, et je crois fermement que tout ce bruit n'aboutira pas à grand chose.

" Le ministère a renouvelé sa démission, qui est cette fois acceptée ; on me dit à l'instant que les nouvelles reçues ce matin des provinces sont plus tranquillissantes, et que les circulaires envoyées il y a deux ou trois jours par estafette ont rétabli l'ordre un instant menacé. Cependant la situation de ce côté est bien grave."

On lit dans un journal du 2 Aout :—

Nous recevons aujourd'hui des nouvelles de Rome du 24 juillet ; elles sont beaucoup plus rassurantes sur les événements que pouvaient faire craindre les dernières correspondances et quelques journaux. Le prétendu gouvernement provisoire n'a pas été formé. Il avait été question de la nomination d'un comité de la guerre, ce qui aura probablement donné lieu aux bruits répandus. Quant aux factieux, ils ont compris qu'en rompant violemment les liens d'obéissance envers le Souverain Pontife, ils jouaient une grosse partie dont le gain n'était rien moins qu'assuré pour eux. Ils ont donc changé tout à coup d'attitude et de langage.

Feignant de se méprendre sur le sens des réponses que Pie IX a faites par deux fois aux adresses qui lui ont été présentées, les partisans de Mamiani ont affecté de se montrer satisfaits, tandis que l'auguste pontife toujours calme, toujours semblable à lui-même, s'est tenu invariablement avec